
Evolution de l'inflation (mai 2019)

L'inflation a atteint un pic de 51,4% en glissement annuel à la fin du mois d'avril. Si l'inflation en Iran relève en partie de déterminants structurels (distorsions dans la formation des prix) et politiques (politique monétaire expansionniste), le rétablissement des sanctions américaines a porté la majoration des prix à son paroxysme.

L'inflation s'est fortement accélérée dès la fin du premier semestre 2018 pour atteindre 51,4% au mois d'avril (en glissement annuel).

Le mouvement de désinflation engagé en 2013 s'est inversé dès le mois de juin 2018 qui a marqué le retour d'une inflation à deux chiffres (10,2% en g.a.) pour la première fois depuis novembre 2015¹. Le niveau des prix a régulièrement progressé depuis (+19% en rythme mensuel moyen²) pour franchir le seuil des 50% en g.a. en avril. La montée des prix a été supérieure en zones rurales (59,4% en g.a. fin avril contre 50% en milieux urbains) et a affecté l'ensemble des catégories de biens ou services. Les prix des produits alimentaires ont bondi de 85,2%³ entre le mois d'avril 2018 et le mois d'avril 2019, lorsque les loyers progressaient de 24,7% dans le même temps. Or, ces deux catégories constituent plus de la moitié des dépenses moyennes des ménages iraniens.

Le retrait américain du JCPOA a provoqué un brutal choc inflationniste.

La dépréciation rapide et marquée du rial à partir du mois de mai 2018⁴ a mécaniquement renchéri le coût des importations comme celui de la production nationale, fortement dépendante des intrants provenant de l'extérieur. A l'impact inévitable de cette inflation importée, s'est ajoutée l'augmentation sensible de l'ensemble des coûts de transaction (bancaire, logistiques, assurance) consécutive au rétablissement des sanctions américaines. Dissuadés par la portée extraterritoriale de la législation américaine, le nombre de fournisseurs ou prestataires de l'Iran s'est réduit, les canaux bancaires se sont taris conduisant les entreprises iraniennes à utiliser des circuits intermédiaires ou parallèles plus onéreux. L'indice des prix à la production industrielle a ainsi progressé de 65% entre avril 2018 et avril 2019. En outre, la transmission des variations du taux de change a été amplifiée par les anticipations inflationnistes des agents économiques comme par la spéculation sur les devises.

Le non renouvellement des exemptions pétrolières accordées à huit pays par l'OFAC compliquera davantage l'accès aux devises pour les importateurs iraniens. De nouvelles tensions inflationnistes devraient survenir au cours des prochains mois en raison de la volatilité de la parité IRR/USD particulièrement sensible au contexte politique ; des aléas climatiques subis par l'Iran au premier trimestre qui impacteront négativement la production agricole⁵ ; et de l'ajustement probable de certains prix administrés pour réduire l'écart entre les coûts de production et le prix de vente⁶.

¹ Calculée en g.a. l'inflation s'établissait à 10,6% à fin novembre 2015 et est restée en dessous de 10% jusqu'en juin 2018.

² Légère décélération entre novembre 2018 et février 2019 (+7% en rythme mensuel moyen), qui pouvait laisser penser que le choc de la dépréciation du rial avait été absorbé mais l'inflation s'est à nouveau accélérée en mars 2019 (+12%).

³ L'inflation a été particulièrement sensible pour les légumes et légumineuses (157%), les fruits (111,6%) et la viande (116%).

⁴ La parité IRR/USD sur le marché parallèle est passée de 57 500 à 175 000 IRR pour 1\$ entre fin avril et fin septembre 2018.

⁵ Les fortes inondations qui ont frappé l'Iran fin mars ont provoqué des dommages sur le secteur agricole estimé à 1,5 Md\$.

⁶ A la fin du mois de décembre 2018, l'indice des prix à la production était supérieur de 21 pts à l'indice des prix à la consommation.